NOUVELLE REVUE THÉOLOGIQUE

56 N° 1 1929

Une Eglise servante de l'Etat. L'Eglise orthodoxe roumaine

L. HONORE

p. 56 - 66

https://www.nrt.be/en/articles/une-eglise-servante-de-l-etat-l-eglise-orthodoxe-roumaine-3316

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2026

Une Église servante de l'État

L'ÉGLISE ORTHODOXE ROUMAINE

Nous voudrions, dans cet article, soumettre au lecteur le fruit de nos études et de nos observations personnelles dans l'ancien royaume de Roumanie (1); nous voudrions montrer comment une Église schismatique, nationale, l'Église roumaine, loin de se rapprocher du catholicisme, semble au contraire s'en écarter de jour en jour et devenir de plus en plus la servante de l'État.

Le royaume de Roumanie — relativement récent parmi les puissances européennes, avant même qu'il ne devint « la grande Roumanie » de 1929 — fut formé originairement de deux principautés dépendant de la Turquie : la Moldavie et la Valachie. La domination turque, avec sa civilisation orientale, son nationalisme farouche, influença profondément l'esprit roumain qui, de nos jours encore, garde l'empreinte de cette vassalité d'antan.

A l'issue de la sixième guerre russo-turque (1828-1829), en vertu de la paix d'Andrinople, les deux principautés devaient

(1) Nous devons également beaucoup d'indications au *R. P. Félix Wiercinsky, S. I.*, qui, exerçant son ministère en Roumanie depuis vingt ans, nous a semblé le mieux placé pour contrôler et guider notre travail.

être occupées militairement par la Russie durant une période de 10 ans. Le général Kisselef, qui présida à leur destin durant ce temps, y est resté célèbre, non seulement par les travaux d'art qu'il fit entreprendre, — témoin la magnifique chaussée qui porte son nom à Bucarest — mais aussi, et surtout, par le « règlement organique » qu'il édicta. Ce règlement visait à préparer, dans le domaine moral, une autre chaussée qui permettrait à la Russie de s'avancer vers Constantinople. En politique qu'il était, il utilisa un moyen naturellement adapté à ses fins : l'orthodoxie, commune aux Russes et au peuple des deux principautés roumaines. Au demeurant peuple simple, religieux, habitué à servir et gardant encore à la nuque le stigmate douloureux du joug turc — on l'avait même forcé, parfois, à remplacer les chevaux pour tirer les canons —; il plia l'échine de bonne grâce devant les traitements relativement plus humains des Russes.

L'Église roumaine, bien qu'ayant reçu la foi de Rome, avait été entraînée, de force, dans le schisme et, comme la plupart des Églises orientales alors, était soumise au patriarcat grec de Constantinople. Moscou et d'autres capitales, ne reconnaissant plus à Byzance l'importance qui justifiait la primauté de son patriarcat, s'en étaient détachées pour former des églises autocéphales, ayant chacune leur patriarcat propre et indépendant. Il suffisait donc, pour l'heure, de cueillir toute l'orthodoxie roumaine sur le tronc vétuste de Byzance et de la rattacher, tant bien que mal, à Moscou. La religion restait la même ; les popes, protopopes et évêques, les mêmes; le chef suprême seul, qui était d'ailleurs inconnu de la plupart des fidèles, et qui, même pour le clergé, demeurait toujours très lointain, était, habilement et comme sans effort, remplacé par un autre. La Russie avait de la sorte à sa disposition le moyen de soumettre à son influence, sans grands frais et sans grande fatigue, toute une race. De plus, les couvents grecs disposaient d'énormes revenus, qui pourraient être facilement confisqués, sous un prétexte quelconque, et offraient ainsi au gouvernement une proie tentante. Et c'est de cette façon que l'Église orthodoxe roumaine commença

l'apprentissage de son esclavage politique ; ayant renoncé à l'obéissance fière et libre au pape, elle se livrait, toute garrottée, à une *obéissance servile, à un joug impitoyable.*

Son sort ne fut guère modifié, quand, à l'aube d'une ère de liberté qu'elle avait durement gagnée, en 1856, le prince Alexandre-Jean Cuza réunit sous son commandement les deux principautés danubiennes. Il ne fallait d'ailleurs pas être profond politicien pour comprendre le rôle que pourrait jouer cette Église dans un but nationaliste. On prétendra l'émanciper du joug étranger, lui rendre la liberté, mais, en fait, on confisquera, au profit de l'État, des biens ecclésiastiques équivalant à un tiers du territoire ; les couvents grecs et roumains n'étaient-ils pas, d'ailleurs, de mœurs relâchées, pour la plupart, et ne se montraient-ils pas incapables d'administrer leurs terres qui restaient depuis longtemps en jachères? Le gouvernement national fera mourir de leur belle mort ces couvents désormais inutiles, sinon toujours débauchés. Il ne permettra plus l'entrée en religion aux hommes qu'après 60 ans, aux femmes qu'après 50 ans révolus. De plus, le parlement roumain formera, à l'exemple de sa grande voisine de l'Est, un synode ecclésiastique et tentera de rendre l'Église nationale indépendante. Indépendante de Constantinople ou de Moscou s'entend, mais nullement de l'État ; bien au contraire, c'est lui ou le prince qui désormais nommera les évêques et contrôlera l'admission aux saints ordres.

La chose n'alla pas sans peine, cependant. Le patriarche de Constantinople éleva le premier la voix et refusa de reconnaître les évêques nommés par le prince ; une partie du clergé, guidée sans doute par son propre intérêt, se mit à la remorque du patriarche, tandis qu'une autre partie, pour des raisons similaires, prit fait et cause pour le prince. Cela occasionna un conflit, et même une scission dans le corps ecclésiastique lui-même ; on s'en servit habilement pour laisser les deux groupes se nuire mutuellement et tirer profit de leur affaiblissement.

Sur ces entrefaites, Charles de Hohenzollern, qui devait être le

grand homme de la Roumanie, le futur roi Carol, avait pris la place de Cuza. Constantinople, constatant l'inutilité de sa résistance et — nous sommes en Orient — fatiguée de son rôle de protestataire, céda. L'Église roumaine ne conserva plus dès lors avec la métropole religieuse que de minces liens de dépendance ; par exemple le saint-chrême, pour la confirmation, continua à être béni exclusivement par le patriarche byzantin. Lorsque, bientôt, la Roumanie devint un royaume indépendant, l'Église voulut, elle aussi, se libérer définitivement et complètement de toute soumission ; la séparation se fit alors sans heurt et sans conflit aucun. En 1885, l'Église orthodoxe roumaine devenait définitivement autocéphale.

L'asservissement à l'État, qui se dissimulait sous ce mouvement libertaire et nationaliste, fut habilement maintenu par un gouvernement avide de renforcer l'unité et de concentrer entre ses mains toutes les autorités, même spirituelles, toutes les influences financières. Quand le clergé inférieur, mécontent des évêques, voulait obtenir quelque faveur, faire lever quelque mesure de rigueur, il s'adressait au gouvernement : celui-ci s'empressait d'assumer une protection si avantageuse pour le pouvoir ; le ministre des cultes devenait peu à peu un concurrent redoutable et gênant pour l'autorité ecclésiastique. On verrait bientôt ce paradoxe d'un ministre des cultes athée, agissant en même temps pour l'Église et contre elle ; tel en 1893 le ministre Take Jonescu qui faisait voter, en faveur du clergé, un subside depuis longtemps demandé et, en même temps, introduisait l'intervention directe de l'État dans le gouvernement de l'Église, soumettant au ministre des cultes les séminaires et les ordinations (1).

L'Église orthodoxe continuait ainsi sa marche sur le chemin de

(1) C'est ce même ministre Take Jonescu qui répondit à l'objection qu'on lui faisait alors de l'illégalité du procédé : « L'Église orthodoxe orientale n'a pas l'indépendance de l'Église catholique qui peut être comparée, elle, au chêne de la forêt. L'Église orthodoxe a besoin d'un tuteur, tout comme le lierre qui grimpe au tronc puissant des arbres, et le tuteur de l'orthodoxie c'est le trône. »

la vassalité, dont elle ne sortira plus désormais ; au contraire, avec les années, elle ira s'asservissant de plus en plus. En 1909 sous le ministère de Spiru Haret, athée lui aussi, le clergé inférieur, ayant réclamé de nouveau l'intervention de l'État contre le clergé supérieur et demandé de pouvoir participer au gouvernement de l'Église nationale, le ministre créa le *Consistoire Général* où étaient représentés les popes, les couvents, les laïques.

Comme bien on pense, cette « nationalisation » de l'Église ne fit que s'accentuer au cours de la guerre mondiale, à laquelle la Roumanie prit une part active. Et quand tout fut, à peu près, rentré dans l'ordre et que l'ancien « regnat » se fut adjoint la Transylvanie, la Bessarabie, la Bucovine, la loi du 4 mai 1925 décréta le contrôle de l'État, par le ministre du culte (qu'il soit athée ou franc-maçon peu importe), sur l'Église orthodoxe roumaine ; dans le gouvernement intérieur même de l'Église une majorité laïque dominerait, ils seraient environ les 2/3 de l'assemblée chargée de discuter les questions purement ecclésiastiques.

Voilà où menait la rupture d'avec le seul tronc où circule la sève de vie ; on remplaçait une noble soumission par un esclavage — le mot n'est pas trop fort — vis-à-vis d'un État égoïste et souvent même athée ! Sans doute on dora les chaînes ; en cette même année 1925, on déclara que « sur la base de la souveraineté du peuple en matière politique et ecclésiastique », le métropolite de Bucarest serait désormais patriarche de la Grande Roumanie. On ne tint du reste aucun compte des réclamations des canonistes orthodoxes eux-mêmes, qui exigeaient, pour la validité de la décision, ou bien un concile oecuménique — voilà huit siècles que les orthodoxes cherchent à le réunir — ou au moins l'approbation de Constantinople ; on ne se soucia pas davantage des critiques amères publiées dans l'organe officiel du clergé orthodoxe de Bucarest : *Crucea*.

Cette marche de tout un peuple dans un sens opposé à la tradition apostolique ne laissait pas que d'effrayer les esprits les plus éclairés, à leurs heures de sincérité. Je ne veux citer ici que

les paroles du patriarche de Roumanie lui-même, Miron Cristea, en plein sénat, le 7 avril 1927 (1) : « C'est en se guidant, non d'après les intérêts de l'Église, mais d'après ceux des partis politiques, que furent nommés les professeurs de nos écoles théologiques, surtout dans le passé. Le résultat en est aujourd'hui terrifiant. Deux semaines après que votre serviteur eut été installé comme métropolite-primat, mon collègue de gauche, le Très Révérend métropolite Pimen, me passa un mémoire imprimé. Il avait été composé à Jassy durant la guerre et portait un grand nombre de signatures d'élèves des séminaires de l'ancien royaume, qui s'y trouvaient pour lors. Le mémoire était adressé au recteur de l'université de Jassy ; en voici les premières lignes : « Nous, soussignés, élèves des séminaires du royaume, nous déclarons athées. Nous nous adressons à vous, en vous priant de nous débarrasser du poids de cette meule qui écrase nos âmes, nous forçant, par suite des circonstances, à fréquenter une école théologique dont nous n'admettons pas les doctrines ». Et voilà — continuait le patriarche — la conséquence de ce fait que les écoles théologiques ne sont pas dirigées par l'Église, mais par l'État ».

Et le même patriarche Miron s'exprimait, plus franchement encore peut-être, à Mgr d'Herbigny lors de son passage par Bucarest, ces dernières années, comme Sa Grandeur l'a relaté dans les *Études* du 20 janvier 1928. Nous savons que cet interview a été *démenti ensuite dans un journal local, par le patriarche lui-même* ; mais quiconque a vécu en Orient comprendra qu'on ne peut pas prendre à la lettre semblable démenti.

Cet asservissement de l'Église orthodoxe à l'État devait fatalement avoir de tristes répercussions dans la vie même de ses membres, et tout particulièrement des prêtres (2).

(1) *Monitor oficial*, 15 juin 1927, col. 1317. — (2) Tous ces exemples sont pris à Bucarest, au centre de l'orthodoxie roumaine, sans préjudice aucun de la situation de certaines églises en Moldavie ou en Transylvanie.

Il faut bien le dire, le clergé orthodoxe, qu'il s'agisse de métropolite ou de simple pope, n'est guère estimé des fidèles, à quelques rares exceptions près. Les intrigues des partis, les intérêts personnels font de lui le jouet des passions politiques. La presse est sans pitié pour lui ; on contrefait des photographies pour compromettre jusqu'aux membres les plus éminents de la hiérarchie ; on les accuse des complicités les plus louches. Le peuple fidèle ne s'en étonne guère et proteste tout aussi peu. A Bucarest, le pope, que l'on rencontre fréquemment dans les rues, n'est pas salué ; on ne lui témoigne aucune déférence ; souvent, du reste, il n'est rien moins que coquet ; l'habit qu'il porte, soutane noire, grise, brune ou de la couleur qu'il vous plaira, — avec ou sans ceinture — est souvent du débraillé le plus achevé. Les popes font souvent l'objet des plaisanteries, des quolibets de l'enfance. On fait peur aux marmots en les menaçant du pope, leur croque-mitaine.

Eux-mêmes ne prêtent-ils pas flanc à ce manque d'égards allant jusqu'à l'injure ? Peu instruits, surtout à la campagne ; sans aucune piété, souvent même sans foi, dans les villes, nous venons d'en entendre un témoignage péremptoire ; gardant les préjugés les plus absurdes ; n'ayant entre eux aucune unité, aucune véritable union ; et surtout dominés par le souci de l'argent ! Ils vont, sans être appelés, bénir toutes les maisons de la paroisse le premier du mois, pour les humbles honoraires qu'ils réclament impérieusement ; ils semblent surtout préoccupés des aumônes obligatoires de leurs fidèles aux différentes circonstances de leur vie paroissiale : la réception des sacrements, y compris l'extrême-onction, les offrandes de messe en espèces, surtout à l'occasion des enterrements, les prières, les bénédictions, etc.

Comment d'ailleurs se préparent-ils à leur ministère ? Le séminariste, souvent fils de pope, a été maintes fois envoyé au séminaire, sans signe de vocation, uniquement à cause de la gratuité de ces études pour lui. Il pourra d'ailleurs, une fois ces années achevées, embrasser n'importe quelle autre carrière, ses diplômes étant officiellement reconnus. S'il a en vue, au sortir du

séminaire, une place lucrative dans le clergé, il attendra qu'elle soit vacante pour se faire ordonner; il épousera au besoin la fille d'un pope pour s'assurer la succession. Bref, la carrière ecclésiastique est, pour la majorité d'entre eux, une affaire bien plus qu'une vocation véritable; c'est au point qu'on se demande parfois combien il y en a qui aient encore la foi. Hélas! la cause en est souvent l'enseignement même du séminaire. N'est-ce pas l'archimandrite Scriban qui, en 1908, allait jusqu'à appeler le clergé d'alors une réunion de païens, où il ne reste plus qu'une façade de piété et de doctrine. Les prêtres n'ont plus conservé que l'habit et les livres; tout le reste s'est fondu au contact des influences laïques et athées auxquelles ils se sont soumis. Jadis — continue ce même dignitaire de l'Église orthodoxe — on leur donnait la foi au séminaire, maintenant on la leur enlève.

Que sera dès lors le culte? Notre-Seigneur est présent dans les églises orthodoxes, mais, si vous n'êtes pas tant soit peu initié, vous aurez grand'peine à l'y découvrir. Il n'y a pas de lampe annonçant cette présence, alors qu'il y en a toujours une qui brûle devant l'icone de la Vierge. Si vous pénétrez par une des portes de l'iconostase dans la partie réservée aux prêtres, sur l'autel qui est de plain-pied avec le reste de l'église pas de tabernacle; mais à gauche dans le sanctuaire, près de la table — παρατραπέζιον — où le prêtre apprête le calice et le pain du sacrifice, ensevelis sous des linges et des habits sacerdotaux d'une propreté plus que douteuse, on vous avertira qu'en cet endroit sont gardées les Saintes Espèces pour les malades. L'auteur de cet article a vu, à la métropole de Bucarest, les ornements destinés à la liturgie si négligemment tenus, tellement froissés et souillés, qu'il n'aurait pas eu le courage d'y toucher. Pauvre christianisme enseveli dans un tombeau et qui risque bien, si la foi va toujours s'écoulant de plus en plus, de n'en jamais plus ressusciter.

Nous n'ignorons pas qu'il y a des exceptions, mais elles sont rares! Sur les quatre cents églises orthodoxes de Bucarest, par exemple, il y en a *une* où *un* prêtre fervent et croyant réunit

chaque soir un petit troupeau de fidèles pour la prière, mais qu'est cela en comparaison de la masse des autres?

L'instruction religieuse, est, hélas, à l'avenant. L'enseignement dogmatique se minimise toujours davantage. Des orthodoxes cultivés viennent entendre les sermons dans les églises catholiques, parce qu'on ne leur en fait guère chez eux ou qu'on les fait trop mal. Dans les écoles où le cours de religion est donné et ne figure pas uniquement sur les programmes, il se réduit aux points les plus élémentaires; dans les lycées, où les auditeurs, jeunes gens ou jeunes filles, sont un peu plus instruits, l'explication du catéchisme, à côté de points doctrinaux très bien traités, contient, aujourd'hui encore, des erreurs impardonnables sur le catholicisme, par exemple la confusion entre impeccabilité et infaillibilité, l'affirmation que les catholiques romains tiennent le pain levé pour matière invalide du sacrifice, etc., etc. Et nous ne parlons pas des divergences qui s'accusent entre la doctrine et la pratique : les traités dogmatiques orthodoxes enseignent, par exemple, l'indissolubilité du mariage; de même les catéchismes, quoique moins clairement déjà; mais en fait — en changeant le nom, l'étiquette — on voit admettre le divorce jusque dans les rangs mêmes du clergé.

S'étonnera-t-on dès lors que, dans les villes surtout, le peuple lui-même n'ait plus gardé de sa piété foncière, au contact de ce sel affadi, qu'une religion tout extérieure? Les trois signes de croix, à peine ébauchés, faits en passant devant les églises; pour les plus fervents, quelques stations dans ces églises : des inclinaisons profondes, des baisements d'icones, des signes de croix; enfin le maigre petit cierge de cire jaune ou blanche — lumânarica — superstitieusement regardé comme le remplaçant du fidèle devant Dieu, et auquel on attribue les merveilles les plus extraordinaires. Ne demandez pas aux orthodoxes des villes l'assistance fidèle à la liturgie (la messe) du dimanche et des jours de fête, le jeûne aux nombreux jours d'abstinence de l'année; ils jugent d'ordinaire que leur religion ne les oblige pas à ces pra-

tiques, que, du reste, la liturgie est trop longue et le jeûne trop incommode; le plus souvent ils se contentent de passer par les églises et de s'y soumettre à quelques cérémonies extérieures; et tout se réduit à cela.

Ceux, au contraire, qui sont restés fidèles à Rome ou lui sont revenus après le schisme, comme les Roumains Uniates, ont acquis ou recouvré, en dépendant de Rome, une vitalité et une sainteté que le schisme est incapable de donner. Ces Uniates sont un million et demi environ, mais quelle magnifique Église et combien riche des plus belles promesses pour l'avenir! Patriotes et roumains comme les autres, ayant profité eux aussi de la paix qui forma la grande Roumanie, ils ne se sont pourtant pas asservis à l'État. Considérez ces apôtres zélés, évêques et prêtres gréco-catholiques, prêchant missions et retraites, introduisant de plus en plus la communion fréquente pour leurs fidèles et la liturgie quotidienne pour les prêtres, adoptant nos grandes dévotions au Saint-Sacrement, au Sacré-Cœur, au Rosaire, faisant régulièrement leur retraite. Entendez ces prêtres déclarer humblement dans leur revue (1) que leur piété est encore insuffisante et qu'elle leur est avant tout nécessaire pour travailler efficacement au règne du Christ. Voyez la dignité du clergé uni, sa science, sa sainteté et vous comprendrez mieux encore qu'il ne peut être question de « fusion » des Églises pour créer une vaste unité, mais qu'il est urgent d'attirer dans le sein de l'Église une, sainte et apostolique, ceux qui s'en sont écartés et qui, loin d'elle, dépérissent et meurent.

Il nous semble téméraire de prétendre, quand on a vu les faits et les hommes sur place, en Orient, que, selon les prévisions humaines, la réunion des orthodoxes soit près de s'accomplir. Ils ont derrière eux un passé de huit cents ans de schisme, considéré souvent comme l'expression de la vie nationale, défendu au prix du sang; comment leurs esprits se tourneraient-ils d'eux-mêmes vers l'union? Hélas! La haine invétérée de Rome subsiste encore, très

(1) *Cuvântul Adevărului*, avril VI, 1928, nn 4 et 5, Manastirea Bicsad.

vivace, dans les classes dirigeantes et dans le clergé, au point de faire regarder à beaucoup un concordat entre le gouvernement et le Saint-Siège comme un mal plus dangereux que la domination turque elle-même. Pourquoi alors se bercer de l'espoir de mouvements prochains vers la réunion?

Mais le bras de Dieu n'est pas raccourci et la Providence a ses heures que nous ignorons. Il importe de prier pour ces malheureux égarés. Après la prière, le meilleur moyen de préparer, humainement, cette réunion de la branche détachée, c'est, comme l'a fait remarquer l'encyclique récente du Saint-Père, la connaissance mutuelle. Apprenons à mieux connaître les doctrines, les usages, l'âme de « nos frères séparés » et formons le vœu qu'eux aussi comprennent mieux la sainte Église du Christ et qu'on leur en donne le moyen. Qu'ainsi vienne enfin le jour où eux aussi chanteront, au sein du seul bercail et sous la miséricordieuse protection du vrai pasteur : *In exitu Israel de Aegypto, domus Iacob de populo barbaro, facta est Iudaea sanctificatio eius, Israel potestas eius.*

Bucarest. L. HONORÉ, S. I.